

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2006 B 11109
Numéro SIREN : 490 357 910
Nom ou dénomination : DGM CONSEIL

Ce dépôt a été enregistré le 14/10/2019 sous le numéro de dépôt 109872



20191098722019

DATE DEPOT : 14/10/2019

N° DE DEPOT : 109872

N° GESTION : 2006B11109

N° SIREN : 490357910

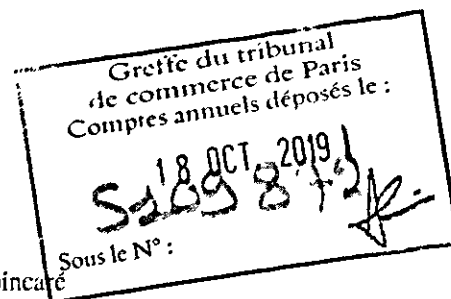
DENOMINATION : DGM CONSEIL

ADRESSE : 78 av Raymond Poincaré 75016 Paris

MILLESIME : 2019

.

DGM CONSEIL
Société par actions simplifiée
au capital de 4 162 586 euros
Siège social : 78, Avenue Raymond Poincaré
75016 PARIS
490 357 910 RCS PARIS



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 26 SEPTEMBRE 2019

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 juin 2019

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 30 juin 2019 s'élevant à 1 847 554,24 euros de la manière suivante :

<u>Bénéfice de l'exercice clos le 30 juin 2019 :</u>	1 847 554,24 euros
Auquel s'ajoute le compte « report à nouveau » :	2 316 746,36 euros
Formant un bénéfice distribuable de	4 164 300,60 euros

Affectation du résultat :

A titre de dividendes bruts aux associés
Soit 0,44 euros bruts par action

1 850 000 euros

Le solde

2 314 300,60 euros

En totalité au compte "report à nouveau" qui s'élève ainsi à

2 314 300,60 euros.

Le dividende sera mis en paiement au siège social dans les délais légaux.

L'Assemblée Générale prend acte que les associés ont été informés que :

- depuis le 1er janvier 2018, les revenus distribués sont soumis à un prélèvement forfaitaire unique (PFU ou "flat tax") de 30%, soit 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu et 17,2% de prélèvements sociaux,
- le prélèvement forfaitaire obligatoire non libératoire de l'impôt sur le revenu est maintenu mais son taux est aligné sur celui du PFU (12,8 % - CGI, art. 117 quater),
- peuvent demander à être dispensées du prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 euros (contribuables soumis à une imposition commune) ; la demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'associé, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant le paiement du dividende,

NC

- l'option pour une imposition du dividende au barème progressif reste possible et doit être indiquée sur la déclaration de revenus ; dans ce cas, le prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% sera déduit de l'impôt dû. L'abattement de 40% sera maintenu mais les prélèvements sociaux seront assis sur le montant avant abattement.

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2019 non éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 1.850.000 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Il a en outre été rappelé aux associés que, conformément aux dispositions de l'article L. 136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis aux mêmes règles que le prélèvement mentionné à l'article 117 quater du Code général des impôts, c'est-à-dire prélevés à la source par l'établissement payeur, lorsque ce dernier est établi en France, et versés au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

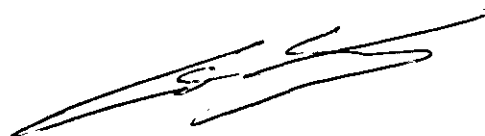
Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercices	Revenus éligibles à l'abattement de 40%		Revenus non éligibles à l'abattement de 40%
	Dividendes	Autres revenus distribués	
30/06/2018	--	--	2.455.926,00 €
30/06/2017	--	--	2.539.177,46 €
30/06/2016	2.289.422,30 €	--	--

Vnte de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 26 septembre 2019

Cette résolution est adoptée par voix ayant voté pour, voix ayant voté contre et voix s'étant abstenues.

Certifié conforme
Le Président
Michel CALZARONI



ACTIF	Exercice clos le 30/06/2019 (12 mois)				Exercice précédent 30/06/2018 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
Actif Immobilisé						
Frais d'établissement						
Recherche et développement						
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires	22 949	17 716	5 233	0,05	13 725	0,12
Fonds commercial	8 495 470		8 495 470	80,71	8 495 470	74,61
Autres immobilisations incorporelles						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels	7 788	5 486	2 302	0,02	221	0,00
Autres immobilisations corporelles	159 289	130 719	28 570	0,27	42 678	0,37
Immobilisations en cours						
Avances & acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations						
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts	26 307		26 307	0,25	2 439	0,02
Autres immobilisations financières	142 026		142 026	1,35	136 863	1,20
TOTAL (I)	8 853 829	153 921	8 699 908	82,65	8 691 396	78,33
Actif circulant						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens						
En cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes						
Clients et comptes rattachés	1 064 594	51 000	1 013 594	9,63	1 603 928	14,09
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel						
. Organismes sociaux						
. Etat, impôts sur les bénéfices	317 737		317 737	3,02		
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	18 158		18 158	0,17	19 006	0,17
. Autres						
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement						
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Disponibilités	222 265		222 265	2,11	828 263	7,27
Charges constatées d'avance	254 875		254 875	2,42	244 284	2,15
TOTAL (II)	1 877 628	51 000	1 826 628	17,35	2 695 481	23,67
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecart de conversion et différences d'évaluation actif (V)						
TOTAL ACTIF (0 à V)	10 731 458	204 921	10 526 537	100,00	11 386 877	100,00

PASSIF	Exercice clos le		Exercice précédent	
	30/06/2019		30/06/2018	
	(12 mois)		(12 mois)	
Capitaux propres				
Capital social ou individuel (dont versé : 4 162 586)	4 162 586	39,54	4 162 586	36,56
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	135 651	1,29	135 651	1,19
Ecart de réévaluation				
Réserve légale	416 259	3,95	416 259	3,66
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	2 316 746	22,01	2 326 406	20,43
Résultat de l'exercice	1 847 554	17,55	2 446 266	21,48
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
	TOTAL (I)	8 878 796	84,35	9 487 168
				63,32
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
	TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
	TOTAL (III)			
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts				
. Découverts, concours bancaires				
Emprunts et dettes financières diverses				
. Divers				
. Associés				
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	120 484	1,14	115 648	1,02
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel	439 796	4,18	468 513	4,11
. Organismes sociaux	230 083	2,19	283 748	2,49
. Etat, impôts sur les bénéfices			203 349	1,79
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	245 765	2,33	334 205	2,94
. Etat, obligations cautionnées				
. Autres impôts, taxes et assimilés	201 339	1,91	191 080	1,68
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes			12 000	0,11
Instruments financiers à terme				
Produits constatés d'avance	410 274	3,90	291 167	2,58
	TOTAL (IV)	1 647 741	15,65	1 899 709
				16,68
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif (V)				
TOTAL PASSIF (I à V)	10 526 537	100,00	11 386 877	100,00

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/07/2018 au 30/06/2019

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le 30/06/2019 (12 mois)		Exercice précédent 30/06/2018 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)		%	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%
Ventes de marchandises								
Production vendue biens								
Production vendue services	8 099 409		8 099 409	100,00	8 929 561	100,00	-830 152	-9,29
Chiffres d'Affaires Nets	8 099 409		8 099 409	100,00	8 929 561	100,00	-830 152	-9,29
Production stockée								
Production immobilisée								
Subventions d'exploitation								
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges								
Autres produits			40	0,00			40	N/S
Total des produits d'exploitation (I)			8 099 449	100,00	8 929 561	100,00	-830 112	-9,29
Achats de marchandises (y compris droits de douane)								
Variation de stock (marchandises)								
Achats de matières premières et autres approvisionnements								
Variation de stock (matières premières et autres approv.)								
Autres achats et charges externes			1 631 535	20,14	1 572 898	17,61	58 637	3,73
Impôts, taxes et versements assimilés			179 449	2,22	200 823	2,25	-21 374	-10,63
Salaires et traitements			2 505 549	30,93	2 435 689	27,28	69 860	2,87
Charges sociales			999 046	12,33	1 000 991	11,21	-1 945	-0,18
Dotations aux amortissements sur immobilisations			29 027	0,36	27 062	0,30	1 965	7,26
Dotations aux provisions sur immobilisations								
Dotations aux provisions sur actif circulant					21 000	0,24	-21 000	-100,00
Dotations aux provisions pour risques et charges								
Autres charges			1	0,00			1	N/S
Total des charges d'exploitation (II)			5 344 607	65,99	5 258 464	58,89	86 143	1,64
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			2 754 841	34,01	3 671 097	41,11	-916 256	-24,95
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun								
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)								
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)								
Produits financiers de participations								
Produits des autres valeurs mobilières et créances			68	0,00			68	N/S
Autres intérêts et produits assimilés					252	0,00	-252	-100,00
Reprises sur provisions et transferts de charges								
Différences positives de change								
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement								
Total des produits financiers (V)			68	0,00	252	0,00	-184	-73,01
Dotations financières aux amortissements et provisions								
Intérêts et charges assimilées								
Différences négatives de change								
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements								
Total des charges financières (VI)								
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)			68	0,00	252	0,00	-184	-73,01
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			2 754 909	34,01	3 671 349	41,11	-916 440	-24,95

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/07/2018 au 30/06/2019

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 30/06/2019 (12 mois)		Exercice précédent 30/06/2018 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	15 110	0,19	35 707	0,40	-20 597	-57,67
Produits exceptionnels sur opérations en capital						
Reprises sur provisions et transferts de charges	90 300	1,11			90 300	N/S
Total des produits exceptionnels (VII)	105 410	1,30	35 707	0,40	69 703	195,21
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	95 467	1,18	1 445	0,02	94 022	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			1 407	0,02	-1 407	-100,00
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions						
Total des charges exceptionnelles (VIII)	95 467	1,18	2 852	0,03	92 615	N/S
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	9 944	0,12	32 855	0,37	-22 911	-69,72
Participation des salariés (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)	917 299	11,33	1 257 938	14,09	-340 639	-27,07
Total des Produits (I+III+V+VII)	8 204 927	101,30	8 965 520	100,40	-760 593	-8,47
Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	6 357 373	78,49	6 519 254	73,01	-181 881	-2,47
RÉSULTAT NET	1 847 554	22,81	2 446 266	27,40	-598 712	-24,46
	<i>Bénéfice</i>		<i>Bénéfice</i>			
Dont Crédit-bail mobilier	49 083	0,61	43 220	0,48	5 863	13,57
Dont Crédit-bail immobilier						

PREAMBULE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2019 dont le total est de 10 526 536,78 E et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 1 847 554,24 E, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/07/2018 au 30/06/2019.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/07/2017 au 30/06/2018.

1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

1.1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Matériel	05 ans
Matériel de transport	02 ans
Matériel de bureau et informatique	1 à 4 ans
Mobilier	10 ans

1.2 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

1.3 - CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.4 - COMPTABILISATION, PRESENTATION DU CICE

La comptabilisation du CICE a été réalisée par l'option d'une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous compte 64 (ANC, note d'information du 28 février 2013),

Le montant du CICE comptabilisé en diminution des charges de personnel au cours de l'exercice est de - 189 €.

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du code général des impôts, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts :

- en matière d'investissement
- et de reconstitution du fonds de roulement

2 - CHANGEMENTS DE METHODE

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au règlement ANC n° 2014-03 modifié par le règlement ANC 2016-07 du 04/11/2016 et applications des adaptations professionnelles. PCG Art 831-1

3 - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES POUR DONNER UNE IMAGE FIDELE

1) Le 31 décembre 2011, la société a absorbé par transmission universelle de patrimoine la société DGM Conseil (RCS 421 299 652), avec effet rétroactif fiscal au 1er juillet 2011.

Le mali de transmission, d'un montant de 5 227 228,92 €, a été comptabilisé en immobilisations incorporelles et est affecté au fonds commercial. Il n'est pas déprécié.

En application du règlement ANC 2015-06, le mali technique doit dorénavant être comptabilisé sur le même poste que son sous-jacent. L'entrée en vigueur du règlement ANC 2015-06 n'affecte donc pas la comparabilité des comptes puisque le mali technique, affecté au fonds de commerce, reste comptabilisé sur le poste Immobilisations Incorporelles.

Selon ce même règlement, les fonds de commerce (et leurs sous-jacents) doivent faire l'objet d'un test de dépréciation à chaque clôture.

Un test de dépréciation annuel est ainsi réalisé par la société sur la base de résultats historiques, de données issues d'opérations précédentes et en fonction des perspectives de la société.

Aucune dépréciation n'est à constater sur la période

2) Indemnités de départ à la retraite :

Les engagements de départ à la retraite s'élèvent à 968 654 euros compte tenu des hypothèses suivantes :

- Augmentation annuelle des salaires : 1% constant
- Départ prévu à 65 ans
- Taux de rotation des salariés : 1%
- Taux de charges sociales : 46%
- Taux d'actualisation : 0.14%

3) Le Chiffre d'Affaires est reconnu selon la méthode de l'avancement

4 - ETAT DES IMMOBILISATIONS

	Valeur brute des immob. au début d'exercice	Augmentations Réévaluat. en cours d'exercice	Augmentations Acquisit', créat' virent pst à pst
Frais d'établissement, recherche, développement			
Autres immobilisations incorporelles	8 518 419		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Install. générales, agencements, constructions	5 130		2 658
Install. techniques, matériel, outillages industriels			
Autres install., agencements, aménagements			
Matériel de transport	545		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	178 384		5 851
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	184 060		8 508
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	139 302		30 215
TOTAL	139 302		30 215
TOTAL GENERAL	8 841 781		38 723

	Diminutions Par virement de pst à pst	Diminutions Par cession ou mise HS	Valeur brute des immob. à fin d'exercice	Réév. légale Val origine à fin d'exercice
Frais d'établissement, recherche, développement				
Autres immobilisations incorporelles			8 518 419	22 949
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Install. générales, agencements, constructions			7 788	7 788
Install. techniques, matériel, outillages industriels				
Autres install., agencements, aménagements				
Matériel de transport			545	545
Matériel de bureau, informatique, mobilier		25 491	158 744	184 235
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		25 491	167 077	192 568
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		1 184	168 333	
TOTAL		1 184	168 333	
TOTAL GENERAL		26 675	8 853 829	215 517

5 - ETAT DES AMORTISSEMENTS

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Elem. sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	9 224	8 492		17 716
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Install. générales, agencements, constructions				
Install. techniques, matériel et outill. industriels	4 909	577		5 486
Installations, agencements divers				
Matériel de transport	429	117		545
Matériel de bureau, informatique, mobilier	135 823	19 842	25 491	130 173
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	141 161	20 535	25 491	136 205
TOTAL GENERAL	150 385	29 027	25 491	153 921

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la prov. pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exceptionnel	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	8 492				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Install. gales, agencements, constructions					
Install. tech., matériel, outill. industriels	577				
Installations, agencements divers					
Matériel de transport	117				
Mat. de bureau, informatique, mobilier	19 842				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	20 535				
TOTAL GENERAL	29 027				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

6 - ETAT DES PROVISIONS

PROVISIONS	Début exercice	Augmentat. dotations	Diminutions reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements				
Pour investissement				
Pour hausse de prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92				
Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92				
Pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges				
Pour garanties données client				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations				
Pour impôts				
Pour renouvellement immobilisations				
Pour grosses réparations				
Pour charges sur congés payés				
Autres provisions				
TOTAL Provisions				
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients	141 300		90 300	51 000
Autres dépréciations				
TOTAL Dépréciations	141 300		90 300	51 000
TOTAL GENERAL	141 300		90 300	51 000
Dont dotations et reprises:				
- d'exploitation				
- financières				
- exceptionnelles			90 300	

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

7 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	26 307		26 307
Autres immobilisations financières	142 026		142 026
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	1 064 594	1 064 594	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques:			
- Impôts sur les bénéfices	317 737	317 737	
- T.V.A.	18 158	18 158	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	254 875	254 875	
TOTAL GENERAL	1 823 697	1 655 363	168 333
Montant des prêts accordés dans l'exercice	25 052		
Remboursements des prêts dans l'exercice	1 185		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des org. de crédits:				
- à un an maximum				
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières				
Fournisseurs et comptes rattachés	120 484	120 484		
Personnel et comptes rattachés	439 796	439 796		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	230 083	230 083		
Etat et autres collectivités publiques:				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A.	245 765	245 765		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	201 339	201 339		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	410 274	410 274		
TOTAL GENERAL	1 647 741	1 647 741		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès associés				

8 - AUTRES TABLEAUX

8.1 - FONDS COMMERCIAL

Désignation	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Montant
Fonds commercial			3 268 241	3 268 241
Mali de TUP ex DGM Conseil Ce mali est affecté en totalité au fonds commercial			5 227 229	5 227 229

9 - AUTRES TABLEAUX (SUITE)**9.1 - PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR**

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	89 776
Autres créances	
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	89 776

9.2 - CHARGES A PAYER ET AVOIRS A ETABLIR

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	71 530
Dettes fiscales et sociales	684 387
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL	755 917

9.3 - CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	254 875	410 274
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	254 875	410 274

Commentaires:

9.4 - COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	Nombre	Valeur nominale
Actions /parts soc. composant le capital au début de l'exercice	4 162 586	1,00
Actions /parts soc. émises pendant l'exercice		
Actions /parts soc. remboursées pendant l'exercice		
Actions /parts soc. composant le capital en fin d'exercice	4 162 586	1,00

Commentaires:

10 - AUTRES TABLEAUX (SUITE)

10.1 - CREDIT BAIL MOBILIER

	Install Mat Out	Autres	Total
Valeur d'origine		324 473	324 473
Amortissements :			
- Cumuls exercices antérieurs		57 915	57 915
- Dotations de l'exercice		66 347	66 347
TOTAL		200 211	200 211
Redevances payées :			
- Cumuls exercices antérieurs		50 080	50 080
- Exercice		48 240	48 240
TOTAL		98 320	98 320
Redevances restant à payer :			
- à un an au plus		61 608	61 608
- à plus d'un an et cinq au plus		91 046	91 046
- à plus de cinq ans			
TOTAL		152 654	152 654
Valeur résiduelle :			
- à moins d'un an		312	312
- à un an au plus			
- à plus d'un an et cinq au plus		60 655	60 655
- à plus de cinq ans			
TOTAL		60 967	60 967
Montant pris en charge dans l'exercice			

AUTRES TABLEAUX (SUITE)

10.2 - REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

	Montant
Rémunérations allouées aux membres:	
- des organes d'administration	
- des organes de direction	
- des organes de surveillance	

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

10.3 - HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	22 000
- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	
- TOTAL	22 000

Commentaires:

10.4 - EFFECTIF MOYEN

	Personnel salarié	Personnel mis à dispo de l'ets.
Cadres	11	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	6	
Ouvriers		
TOTAL	17	

Commentaires:



FINEXSI AUDIT

DGM CONSEIL

Société par actions simplifiée
au capital de 4.162.586 €

Siège social :
78, avenue Raymond Poincaré
75016 PARIS

—

*Rapport du Commissaire aux comptes
sur les comptes annuels*

Exercice clos le 30 juin 2019



Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2019

Aux Associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société DGM CONSEIL relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} juillet 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Fonds de commerce :

Le fonds de commerce, dont le montant net figurant au bilan au 30 juin 2019 s'établit à 8.495.470 euros, a fait l'objet d'un test de dépréciation selon les modalités décrites dans la note 3 de l'annexe des comptes. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test, la cohérence d'ensemble des hypothèses utilisées, et nous avons vérifié que la note de l'annexe des comptes donne une information appropriée.



Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 19 septembre 2019

Le Commissaire aux comptes

FINEXSI AUDIT

Olivier PERONNET

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

ACTIF	Exercice clos le 30/06/2019 (12 mois)				Exercice précédent 30/06/2018 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
Actif Immobilisé						
Frais d'établissement						
Recherche et développement						
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires	22 949	17 716	5 233	0,05	13 725	0,12
Fonds commercial	8 495 470		8 495 470	80,71	8 495 470	74,61
Autres immobilisations incorporelles						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels	7 788	5 486	2 302	0,02	221	0,00
Autres immobilisations corporelles	159 289	130 719	28 570	0,27	42 678	0,37
Immobilisations en cours						
Avances & acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations						
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts	26 307		26 307	0,25	2 439	0,02
Autres immobilisations financières	142 026		142 026	1,35	136 863	1,20
TOTAL (I)	8 853 829	153 921	8 699 908	82,85	8 691 396	76,33
Actif circulant						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens						
En cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes						
Clients et comptes rattachés	1 064 594	51 000	1 013 594	9,63	1 603 928	14,09
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel						
. Organismes sociaux						
. Etat, impôts sur les bénéfices	317 737		317 737	3,02		
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	18 158		18 158	0,17	19 006	0,17
. Autres						
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement						
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Disponibilités	222 265		222 265	2,11	828 263	7,27
Charges constatées d'avance	254 875		254 875	2,42	244 284	2,15
TOTAL (II)	1 877 628	51 000	1 826 628	17,35	2 695 481	23,67
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecart de conversion et différences d'évaluation actif (V)						
TOTAL ACTIF (0 à V)	10 731 458	204 921	10 526 537	100,00	11 386 877	100,00

PASSIF	Exercice clos le		Exercice précédent	
	30/06/2019		30/06/2018	
	(12 mois)		(12 mois)	
Capitaux propres				
Capital social ou individuel (dont versé : 4 162 586)	4 162 586	39.54	4 162 586	38.58
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	135 651	1.29	135 651	1.19
Ecart de réévaluation				
Réserve légale	416 259	3.95	416 259	3.68
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	2 316 746	22.01	2 326 406	20.43
Résultat de l'exercice	1 847 554	17.55	2 446 266	21.48
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	8 878 796	84.35	9 487 168	83.32
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
TOTAL (II)				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
TOTAL (III)				
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts				
. Découverts, concours bancaires				
Emprunts et dettes financières diverses				
. Divers				
. Associés				
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	120 484	1.14	115 648	1.02
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel	439 796	4.18	468 513	4.11
. Organismes sociaux	230 083	2.19	283 748	2.49
. Etat, impôts sur les bénéficiaires			203 349	1.79
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	245 765	2.33	334 205	2.94
. Etat, obligations cautionnées				
. Autres impôts, taxes et assimilés	201 339	1.91	191 080	1.68
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes			12 000	0.11
Instruments financiers à terme				
Produits constatés d'avance	410 274	3.90	291 167	2.56
TOTAL (IV)	1 647 741	15.65	1 899 709	16.66
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif				
(V)				
TOTAL PASSIF (I à V)	10 526 537	100.00	11 386 877	100.00

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 30/06/2019 (12 mois)		Exercice précédent 30/06/2018 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)		%	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%	
Ventes de marchandises									
Production vendue biens									
Production vendue services	8 099 409		8 099 409	100,00	8 929 561	100,00	-830 152	-9,29	
Chiffres d'Affaires Nets	8 099 409		8 099 409	100,00	8 929 561	100,00	-830 152	-9,29	
Production stockée									
Production immobilisée									
Subventions d'exploitation									
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges									
Autres produits			40	0,00			40	N/S	
Total des produits d'exploitation (I)			8 099 449	100,00	8 929 561	100,00	-830 112	-9,29	
Achats de marchandises (y compris droits de douane)									
Variation de stock (marchandises)									
Achats de matières premières et autres approvisionnements									
Variation de stock (matières premières et autres approv.)									
Autres achats et charges externes			1 631 535	20,14	1 572 898	17,61	58 637	3,73	
Impôts, taxes et versements assimilés			179 449	2,22	200 823	2,25	-21 374	-10,63	
Salaires et traitements			2 505 549	30,93	2 435 689	27,28	69 860	2,87	
Charges sociales			999 046	12,33	1 000 991	11,21	-1 945	-0,18	
Dotations aux amortissements sur immobilisations			29 027	0,36	27 062	0,30	1 965	7,26	
Dotations aux provisions sur immobilisations									
Dotations aux provisions sur actif circulant					21 000	0,24	-21 000	-100,00	
Dotations aux provisions pour risques et charges									
Autres charges			1	0,00			1	N/S	
Total des charges d'exploitation (II)			5 344 607	65,99	5 258 464	58,89	86 143	1,64	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			2 754 841	34,01	3 671 097	41,11	-916 256	-24,95	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun									
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)									
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)									
Produits financiers de participations									
Produits des autres valeurs mobilières et créances			68	0,00			68	N/S	
Autres intérêts et produits assimilés					252	0,00	-252	-100,00	
Reprises sur provisions et transferts de charges									
Différences positives de change									
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
Total des produits financiers (V)			68	0,00	252	0,00	-184	-73,01	
Dotations financières aux amortissements et provisions									
Intérêts et charges assimilées									
Différences négatives de change									
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements									
Total des charges financières (VI)									
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)			68	0,00	252	0,00	-184	-73,01	
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			2 754 909	34,01	3 671 349	41,11	-916 440	-24,95	

COMPTES DE RÉSULTAT

Période du 01/07/2018 au 30/06/2019

Présenté en Euros

COMPTES DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 30/06/2019 (12 mois)		Exercice précédent 30/06/2018 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	15 110	0,19	35 707	0,40	-20 597	-57,67
Produits exceptionnels sur opérations en capital						
Reprises sur provisions et transferts de charges	90 300	1,11			90 300	N/S
Total des produits exceptionnels (VII)	105 410	1,30	35 707	0,40	69 703	195,21
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	95 467	1,18	1 445	0,02	94 022	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			1 407	0,02	-1 407	-100,00
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions						
Total des charges exceptionnelles (VIII)	95 467	1,18	2 852	0,03	92 615	N/S
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	9 944	0,12	32 855	0,37	-22 911	-69,72
Participation des salariés (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)	917 299	11,33	1 257 938	14,09	-340 639	-27,07
Total des Produits (I+III+V+VII)	8 204 927	101,30	8 965 520	100,40	-760 593	-8,47
Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	6 357 373	78,49	6 519 254	73,01	-161 881	-2,47
RÉSULTAT NET	1 847 554	22,81	2 446 266	27,40	-598 712	-24,48
	<i>Bénéfice</i>		<i>Bénéfice</i>			
Dont Crédit-bail mobilier	49 083	0,61	43 220	0,48	5 863	13,57
Dont Crédit-bail immobilier						

PREAMBULE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2019 dont le total est de 10 526 536,78 E et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 1 847 554,24 E, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/07/2018 au 30/06/2019.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/07/2017 au 30/06/2018.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Fonds commercial
- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social
- Ventilation du chiffre d'affaires net
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Crédit-bail mobilier
- Rémunérations des dirigeants
- Honoraires des Commissaires Aux Comptes
- Effectif moyen

1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

1.1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Matériel	05 ans
Matériel de transport	02 ans
Matériel de bureau et informatique	1 à 4 ans
Mobilier	10 ans

1.2 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

1.3 - CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.4 - COMPTABILISATION, PRESENTATION DU CICE

La comptabilisation du CICE a été réalisée par l'option d'une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous compte 64 (ANC, note d'information du 28 février 2013),

Le montant du CICE comptabilisé en diminution des charges de personnel au cours de l'exercice est de - 189 €

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du code général des impôts, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts :

- en matière d'investissement
- et de reconstitution du fonds de roulement

2 - CHANGEMENTS DE METHODE

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au règlement ANC n° 2014-03 modifié par le règlement ANC 2016-07 du 04/11/2016 et applications des adaptations professionnelles. PCG Art 831-1

3 - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES POUR DONNER UNE IMAGE FIDELE

1) Le 31 décembre 2011, la société a absorbé par transmission universelle de patrimoine la société DGM Conseil (RCS 421 299 652), avec effet rétroactif fiscal au 1er juillet 2011.

Le mali de transmission, d'un montant de 5 227 228,92 € a été comptabilisé en immobilisations incorporelles et est affecté au fonds commercial. Il n'est pas déprécié.

En application du règlement ANC 2015-06, le mali technique doit dorénavant être comptabilisé sur le même poste que son sous-jacent. L'entrée en vigueur du règlement ANC 2015-06 n'affecte donc pas la comparabilité des comptes puisque le mali technique, affecté au fonds de commerce, reste comptabilisé sur le poste Immobilisations Incorporelles.

Selon ce même règlement, les fonds de commerce (et leurs sous-jacents) doivent faire l'objet d'un test de dépréciation à chaque clôture.

Un test de dépréciation annuel est ainsi réalisé par la société sur la base de résultats historiques, de données issues d'opérations précédentes et en fonction des perspectives de la société.

Aucune dépréciation n'est à constater sur la période

2) Indemnités de départ à la retraite :

Les engagements de départ à la retraite s'élèvent à 968 654 euros compte tenu des hypothèses suivantes :

- Augmentation annuelle des salaires : 1% constant
- Départ prévu à 65 ans
- Taux de rotation des salariés : 1%
- Taux de charges sociales : 46%
- Taux d'actualisation : 0.14%

3) Le Chiffre d'Affaires est reconnu selon la méthode de l'avancement

4 - ETAT DES IMMOBILISATIONS

	Valeur brute des immob. au début d'exercice	Augmentations Réévaluat. en cours d'exercice	Augmentations Acquisit', créat' virem pst à pst
Frais d'établissement, recherche, développement			
Autres immobilisations incorporelles	8 518 419		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Install. générales, agencements, constructions	5 130		2 658
Install. techniques, matériel, outillages industriels			
Autres install., agencements, aménagements			
Matériel de transport	545		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	178 384		5 851
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	184 060		8 508
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	139 302		30 215
TOTAL	139 302		30 215
TOTAL GENERAL	8 841 781		38 723

	Diminutions Par virement de pst à pst	Diminutions Par cession ou mise HS	Valeur brute des immob. à fin d'exercice	Réév. légale Val origine à fin d'exercice
Frais d'établissement, recherche, développement				
Autres immobilisations incorporelles			8 518 419	22 949
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Install. générales, agencements, constructions			7 788	7 788
Install. techniques, matériel, outillages industriels				
Autres install., agencements, aménagements				
Matériel de transport			545	545
Matériel de bureau, informatique, mobilier		25 491	158 744	184 235
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		25 491	167 077	192 568
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		1 184	168 333	
TOTAL		1 184	168 333	
TOTAL GENERAL		26 675	8 853 829	215 517

5 - ETAT DES AMORTISSEMENTS

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Elem. sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	9 224	8 492		17 716
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Install. générales, agencements, constructions				
Install. techniques, matériel et outill. industriels	4 909	577		5 486
Installations, agencements divers				
Matériel de transport	429	117		545
Matériel de bureau, informatique, mobilier	135 823	19 842	25 491	130 173
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	141 161	20 535	25 491	136 205
TOTAL GENERAL	150 385	29 027	25 491	153 921

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la prov. pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exceptionnel	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	8 492				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Install. gales, agencements, constructions					
Install. tech., matériel, outill. industriels	577				
Installations, agencements divers					
Matériel de transport	117				
Mat. de bureau, informatique, mobilier	19 842				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	20 535				
TOTAL GENERAL	29 027				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

6 - ETAT DES PROVISIONS

PROVISIONS	Début exercice	Augmentat. dotations	Diminutions reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements				
Pour investissement				
Pour hausse de prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92				
Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92				
Pour prêts d'installation				
Autres provisions règlementées				
TOTAL Provisions règlementées				
Pour litiges				
Pour garanties données client				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations				
Pour impôts				
Pour renouvellement immobilisations				
Pour grosses réparations				
Pour charges sur congés payés				
Autres provisions				
TOTAL Provisions				
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients	141 300		90 300	51 000
Autres dépréciations				
TOTAL Dépréciations	141 300		90 300	51 000
TOTAL GENERAL	141 300		90 300	51 000
Dont dotations et reprises:				
- d'exploitation				
- financières				
- exceptionnelles			90 300	

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

7 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	26 307		26 307
Autres immobilisations financières	142 026		142 026
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	1 064 594	1 064 594	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques:			
- Impôts sur les bénéfices	317 737	317 737	
- T.V.A.	18 158	18 158	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	254 875	254 875	
TOTAL GENERAL	1 823 697	1 655 363	168 333
Montant des prêts accordés dans l'exercice	25 052		
Remboursements des prêts dans l'exercice	1 185		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des org. de crédits:				
- à un an maximum				
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières				
Fournisseurs et comptes rattachés	120 484	120 484		
Personnel et comptes rattachés	439 796	439 796		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	230 083	230 083		
Etat et autres collectivités publiques:				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A.	245 765	245 765		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	201 339	201 339		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	410 274	410 274		
TOTAL GENERAL	1 647 741	1 647 741		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès associés				

8 - AUTRES TABLEAUX**8.1 - FONDS COMMERCIAL**

Désignation	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Montant
Fonds commercial			3 268 241	3 268 241
Mali de TUP ex DGM Conseil Ce mali est affecté en totalité au fonds commercial			5 227 229	5 227 229

9 - AUTRES TABLEAUX (SUITE)

9.1 - PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	89 776
Autres créances	
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	89 776

9.2 - CHARGES A PAYER ET AVOIRS A ETABLIR

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	71 530
Dettes fiscales et sociales	684 387
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL	755 917

9.3 - CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	254 875	410 274
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	254 875	410 274

Commentaires:

9.4 - COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	Nombre	Valeur nominale
Actions /parts soc. composant le capital au début de l'exercice	4 162 586	1,00
Actions /parts soc. émises pendant l'exercice		
Actions /parts soc. remboursées pendant l'exercice		
Actions /parts soc. composant le capital en fin d'exercice	4 162 586	1,00

Commentaires:

10 - AUTRES TABLEAUX (SUITE)

10.1 - CREDIT BAIL MOBILIER

	Install Mat Out	Autres	Total
Valeur d'origine		324 473	324 473
Amortissements :			
- Cumuls exercices antérieurs		57 915	57 915
- Dotations de l'exercice		66 347	66 347
TOTAL		200 211	200 211
Redevances payées :			
- Cumuls exercices antérieurs		50 080	50 080
- Exercice		48 240	48 240
TOTAL		98 320	98 320
Redevances restant à payer :			
- à un an au plus		61 608	61 608
- à plus d'un an et cinq au plus		91 046	91 046
- à plus de cinq ans			
TOTAL		152 654	152 654
Valeur résiduelle :			
- à moins d'un an		312	312
- à un an au plus			
- à plus d'un an et cinq au plus		60 655	60 655
- à plus de cinq ans			
TOTAL		60 967	60 967
Montant pris en charge dans l'exercice			

AUTRES TABLEAUX (SUITE)

10.2 - REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

	Montant
Rémunérations allouées aux membres:	
- des organes d'administration	
- des organes de direction	
- des organes de surveillance	

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

10.3 - HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	22 000
- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	
- TOTAL	22 000

Commentaires:

10.4 - EFFECTIF MOYEN

	Personnel salarié	Personnel mis à dispo de l'ets.
Cadres	11	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	6	
Ouvriers		
TOTAL	17	

Commentaires: